

**Le 6 septembre 2016**

**Province de Québec  
Ville de Rimouski**

Le **MARDI** six septembre deux mille seize, à une séance ordinaire du conseil municipal de la Ville de Rimouski tenue en la salle du conseil de l'hôtel de ville à 20 h, sont présents :

Mesdames les conseillères Jennifer Murray, Cécilia Michaud et Claire Dubé, messieurs les conseillers Serge Dionne, Rodrigue Joncas, Jacques Lévesque, Donald Bélanger, Pierre Chassé, Karol Francis, Dave Dumas et Marc Parent formant quorum sous la présidence de Son Honneur le maire, monsieur Éric Forest.

Monsieur Claude Périnet, directeur général, mesdames Hélène Malenfant, assistante greffière, Anne Barrette, directrice du Service urbanisme, permis et inspection et monsieur Sylvain St-Pierre, directeur des ressources financières et trésorier, sont également présents.

À la demande du maire, le conseil municipal observe un moment de réflexion avant le début de la séance.

**ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

**2016-09-793**

**ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

**IL EST PROPOSÉ** par la conseillère Cécilia Michaud, appuyé par le conseiller Dave Dumas et résolu à l'unanimité que l'ordre du jour de la présente séance soit adopté tel que soumis, sujet au retrait et au remplacement du point 5.4 et à l'ajout des points 17.1 à 17.6.

**APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL**

**2016-09-794**

**APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL**

L'assistante greffière s'étant conformée aux dispositions de l'article 333 de la Loi sur les cités et villes (c. C-19), est dispensée de la lecture du procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 15 août 2016, à 20 h 04.

**IL EST PROPOSÉ** par le conseiller Rodrigue Joncas, appuyé par le conseiller Jacques Lévesque et résolu à l'unanimité d'approuver dans ses forme et teneur le procès-verbal de la séance mentionnée au paragraphe précédent, ledit procès-verbal étant signé par le maire suppléant et contresigné par l'assistante greffière.

**PROCLAMATIONS**

**MOIS DE LA SENSIBILISATION AU CANCER DE LA PROSTATE**

**CONSIDÉRANT QUE** le cancer de la prostate est le cancer le plus fréquent chez les hommes au Canada;

**CONSIDÉRANT QU'**un Canadien sur huit recevra un diagnostic de cette maladie au cours de sa vie;

**CONSIDÉRANT QU'**environ 24 000 hommes recevront un diagnostic de cancer de la prostate au Canada cette année;

**CONSIDÉRANT QUE** le taux de survie au cancer de la prostate peut dépasser 90 % si la maladie est dépistée dès ses premiers stades;

**CONSIDÉRANT QUE** les hommes qui ont des antécédents familiaux de la maladie ou sont de descendance africaine ou caribéenne courent plus de risques d’être atteints d’un cancer de la prostate;

**CONSIDÉRANT QUE** « Cancer de la prostate Canada » recommande aux hommes de passer un test de l'APS dans la quarantaine pour établir leur valeur de référence;

Je, Éric Forest, à titre de maire de la Ville de Rimouski, et au nom du conseil municipal, proclame le mois de septembre 2016 « **Mois de la sensibilisation au cancer de la prostate** » sur le territoire de la ville de Rimouski.

## JOURNÉES DE LA CULTURE

**CONSIDÉRANT QUE** la culture constitue un des principaux facteurs d'identité de la Ville de Rimouski et de la qualité de vie de ses citoyens;

**CONSIDÉRANT QUE** la culture est un élément indissociable du développement des individus et de la société;

**CONSIDÉRANT QUE** la culture naît et s'épanouit d'abord au sein des territoires locaux;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Rimouski a déjà manifesté, dans le cadre de sa politique culturelle ou par ses interventions, sa volonté d'appuyer concrètement les initiatives qui visent l'affirmation de son identité culturelle et la participation active de ses citoyens à la vie culturelle;

**CONSIDÉRANT QUE** le milieu culturel s'est concerté afin de mettre sur pied un événement annuel, *Les Journées nationales de la culture*, visant à regrouper une multitude de manifestations culturelles sous un grand thème commun et dans l'ensemble du territoire, en favorisant le plus grand accès aux arts, au patrimoine et à la culture;

**CONSIDÉRANT QUE** l'événement se fonde sur une véritable préoccupation de démocratisation culturelle;

Je, Éric Forest, à titre de maire de la Ville de Rimouski et au nom du conseil municipal, à l'instar de l'Assemblée nationale du Québec, proclame **Journées de la culture** le dernier vendredi de septembre 2016 et les deux jours suivants, dans le but de manifester de façon tangible l'attachement que la Ville de Rimouski porte à la culture.

## DOSSIERS DE LA MAIRIE ET DU CONSEIL MUNICIPAL

**2016-09-795**

### CONDOLÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL – MADAME MONIQUE SÉNÉCHAL

**IL EST PROPOSÉ** par le conseiller Donald Bélanger, appuyé par le conseiller Serge Dionne et résolu à l'unanimité d'offrir les condoléances du conseil municipal à madame Monique Sénéchal, greffière, ainsi qu'aux membres de sa famille, suite au décès de son fils, monsieur Alex Antoine Proulx.

**2016-09-796**

**SUBVENTION 2016 – CONSERVATION DE LA NATURE CANADA**

**IL EST PROPOSÉ** par le conseiller Marc Parent, appuyé par la conseillère Claire Dubé et résolu à l'unanimité d'accorder à Conservation de la nature Canada une subvention, au montant de 500 \$, à titre de soutien à l'événement « Protégeons le fleuve Saint-Laurent, pilier de l'identité du Québec » qui se tiendra à l'Université du Québec à Rimouski, le 12 septembre 2016.

**2016-09-797**

**PRÊT – CAMION DE POMPIER ANTIQUE – VILLE DE MONT-JOLI**

**IL EST PROPOSÉ** par le conseiller Serge Dionne, appuyé par la conseillère Cécilia Michaud et résolu à l'unanimité d'accepter le prêt du camion de pompier antique de 1927 à la Ville de Mont-Joli pour une activité à être tenue en date du 3 décembre 2016. Ledit camion devra être déplacé sur une plate-forme et n'être conduit que par un conducteur dûment habilité. Il est entendu que toute réparation nécessaire à la suite de ce prêt sera à la charge de la ville de Mont-Joli.

**2016-09-798**

**PROJET DE LOI 106 – DEMANDES DE MODIFICATION**

**CONSIDÉRANT QUE** le gouvernement du Québec a déposé le 7 juin dernier, le projet de loi 106, intitulé Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives;

**CONSIDÉRANT QUE** ce projet de loi prévoit l'édiction de la Loi sur les hydrocarbures;

**CONSIDÉRANT QUE** le projet de Loi sur les hydrocarbures prévoit :

- le retrait des compétences municipales sur tout puisement d'eau réalisé sur un territoire municipal lorsque le puisement est effectué à des fins d'exploration, de production et de stockage des hydrocarbures;
- le maintien et l'élargissement des dispositions de l'article 246 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme qui consacre la primauté de la Loi sur les mines et de la Loi sur les hydrocarbures sur les schémas d'aménagement des MRC et sur tout règlement de zonage ou de lotissement;
- que les municipalités ne seront pas consultées, mais simplement informées en ce qui concerne tous travaux d'exploration, de production et de stockage des hydrocarbures exécutés sur leur territoire;
- que les municipalités n'auront qu'une présence symbolique sur les comités de suivi devant être constitués dans le cadre d'un projet d'exploration, de production ou de stockage d'hydrocarbures se réalisant sur leur territoire;
- que les municipalités dans le territoire desquelles se réaliseront les projets d'exploration, de production ou de stockage d'hydrocarbures ne sont pas assurées de la maximisation des retombées économiques de tels projets, quand le gouvernement exige une telle maximisation;

**CONSIDÉRANT QUE** ce projet de loi transforme les permis d'exploration, de production ou de stockage d'hydrocarbures en droit réel immobilier et qu'est accordé à ce droit une prévalence sur le droit de propriété des résidents et résidentes de la municipalité;

**CONSIDÉRANT QUE** le projet de loi consacre, du fait de la transformation des permis d'exploration, de production ou de stockage des hydrocarbures en droit réel immobilier :

- le droit d'entrer des exploitants munis d'un permis d'exploration sur toute propriété pour y mener ses activités, le résident ne pouvant négocier que les conditions de cette entrée;
- le droit d'exproprier toute propriété pour des exploitants munis d'un permis de production d'hydrocarbures;

**CONSIDÉRANT QUE** l'octroi de tels droits menace la sécurité juridique de tous les propriétaires et locataires qui résident dans les limites de la municipalité, est source de conflits probables et de tensions importantes entre les résidents et qu'il constitue, par ailleurs, un obstacle majeur au développement et à l'aménagement du territoire des municipalités;

**CONSIDÉRANT QUE** les dispositions de ce projet de loi vont à l'encontre du développement pérenne de nos communautés, ne respectent pas les normes et principes de la Loi sur le développement durable et privilégient un développement économique incompatible avec les objectifs de réduction des gaz à effet de serre (GES) du gouvernement du Québec;

**POUR CES MOTIFS**, il est proposé par le conseiller Pierre Chassé, appuyé par la conseillère Claire Dubé et résolu à l'unanimité :

- de changer les dispositions de l'article 246 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, afin de reconnaître la primauté des schémas d'aménagement des MRC et de tout règlement de zonage ou de lotissement sur la Loi sur les mines et de la Loi sur les hydrocarbures;
- de demander l'appui de l'Union des municipalités du Québec et de la Fédération québécoise des municipalités pour faire modifier les législations concernées.

**2016-09-799**

#### **AUTORISATION DE DÉPLACEMENT – MISSION ÉCONOMIQUE – SOPER ET TECHNOPOLE MARITIME DU QUÉBEC**

**IL EST PROPOSÉ** par la conseillère Claire Dubé, appuyé par le conseiller Donald Bélanger et résolu à l'unanimité :

- d'autoriser le déplacement et la participation de monsieur le maire Éric Forest à la mission économique conjointe de la SOPER et de la Technopole Maritime du Québec, dont les activités seront les suivantes :
  - Sea Tech Week, du 10 au 14 octobre 2016, à Brest, en France;
  - Rencontre du réseau « Si tous les Ports du Monde », le 16 octobre 2016, à Saint-Malo, en France;
  - La Biomarine Business Convention, du 19 au 21 octobre 2016, à Oslo, en Norvège;
- d'autoriser le remboursement de ses frais de transport et d'hébergement et accorder une allocation quotidienne de 80 euros.

**2016-09-800**

**PARTICIPATION – DÎNER CONFÉRENCE – CHAMBRE DE COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DE RIMOUSKI-NEIGETTE**

**IL EST PROPOSÉ** par la conseillère Jennifer Murray, appuyé par le conseiller Dave Dumas et résolu à l'unanimité d'autoriser messieurs Serge Dionne, Jacques Lévesque et Marc Parent, conseillers, à assister au dîner conférence offert par la Chambre de commerce et de l'industrie de Rimouski-Neigette, le 21 septembre 2016 à l'Hôtel Rimouski, et de défrayer les coûts inhérents de leur participation à ladite activité.

**DOSSIERS DU SERVICE DES RESSOURCES FINANCIÈRES**

**2016-09-801**

**BORDEREAU DES COMPTES À PAYER 2016 – APPROBATION NUMÉRO 16**

**IL EST PROPOSÉ** par le conseiller Karol Francis, appuyé par le conseiller Pierre Chassé et résolu à l'unanimité d'approuver le bordereau numéro 16 (2016) des comptes à payer pour la période se terminant le 2 septembre 2016 et d'autoriser le paiement, à même le fonds d'administration, des comptes qui y sont inscrits pour un montant de 6 336 299,35 \$.

**2016-09-802**

**MISE AUX NORMES DES INSTALLATIONS DE PRODUCTION D'EAU POTABLE – RÉSEAU RIMOUSKI – AIDE FINANCIÈRE FINALE**

**CONSIDÉRANT QUE** le montant final admissible dans le cadre du projet de mise aux normes des installations de production d'eau potable - Réseau Rimouski est de 6 066 414 \$;

**CONSIDÉRANT QUE** de ce montant, 294 102 \$ n'a pas été financé par des emprunts auprès d'institutions financières;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville souhaite se prévaloir de l'aide financière admissible sur ce montant de 294 102 \$;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville dispose de deux options, soit :

- de financer le montant par un emprunt bancaire, ou
- d'obtenir l'aide financière admissible sur ce montant sur une période de 10 ans, au taux des obligations du Québec à la date de la dernière réclamation, soit le 4 avril 2014;

**POUR CES MOTIFS**, il est proposé par le conseiller Donald Bélanger, appuyé par le conseiller Rodrigue Joncas et résolu à l'unanimité que la Ville opte de recevoir l'aide financière admissible par remboursement sur dix ans, au taux des obligations du Québec en vigueur le 4 avril 2014.

DOSSIERS DU SERVICE DES LOISIRS, DE LA CULTURE ET DE LA VIE COMMUNAUTAIRE

**2016-09-803**

**ADDENDA – PROTOCOLE D’ENTENTE – VILLE DE RIMOUSKI ET CARROUSEL INTERNATIONAL DU FILM DE RIMOUSKI**

**IL EST PROPOSÉ** par le conseiller Marc Parent, appuyé par la conseillère Jennifer Murray et résolu à l’unanimité :

- d’accepter les termes de l’addenda au protocole d’entente intervenu en juin 2016, entre la Ville de Rimouski et le Carrousel international du film de Rimouski, afin de faciliter l’organisation de certaines activités lors de l’événement du 21 au 25 septembre 2016;
- d’autoriser le maire et la greffière à signer ledit addenda, pour et au nom de la Ville.

**2016-09-804**

**PROTOCOLE D’ENTENTE – VILLE DE RIMOUSKI ET CLUB VÉLO PLEIN AIR – COMPÉTITION DE VÉLO DE MONTAGNE**

**IL EST PROPOSÉ** par le conseiller Serge Dionne, appuyé par la conseillère Claire Dubé et résolu à l’unanimité :

- d’accepter les termes du protocole d’entente à intervenir entre la Ville de Rimouski et le Club Vélo Plein Air, afin d’établir les modalités d’une collaboration pour la tenue d’une compétition de vélo de montagne dans les sentiers du parc Beauséjour, les 10 et 11 septembre 2016;
- d’autoriser le maire et la greffière à signer ledit protocole, pour et au nom de la Ville.

**2016-09-805**

**DON – FONDS SIMON-PIERRE**

**IL EST PROPOSÉ** par le conseiller Dave Dumas, appuyé par le conseiller Karol Francis et résolu à l’unanimité d’autoriser le versement d’un don de 195,45 \$ au Fonds Simon-Pierre, ce montant ayant été amassé lors d’activités réalisées dans le cadre de la Semaine de prévention de la noyade à l’été 2016.

DOSSIERS DU SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

**2016-09-806**

**MODIFICATION – TAUX DE SALAIRE – EMPLOIS TEMPORAIRES ET ÉTUDIANTS – PRÉPOSÉ À LA REMONTÉE MÉCANIQUE**

**IL EST PROPOSÉ** par le conseiller Rodrigue Joncas, appuyé par le conseiller Donald Bélanger et résolu à l’unanimité d’autoriser une modification du taux de salaire de l’emploi de préposé à la remontée mécanique, afin d’y ajouter une prime de 8 % du salaire pour le titulaire agissant à titre de chef d’équipe.

**2016-09-807**

**EMBAUCHE – MONSIEUR CÉDRIC BÉLANGER – POSTE DE POMPIER À TEMPS PARTIEL**

**IL EST PROPOSÉ** par le conseiller Jacques Lévesque, appuyé par le conseiller Marc Parent et résolu à l'unanimité d'autoriser l'embauche de monsieur Cédric Bélanger à titre de pompier à temps partiel, selon le salaire et les conditions de travail prévus à la convention collective des pompiers à temps partiel. L'embauche de monsieur Bélanger sera effective à une date à être déterminée par le directeur du Service de sécurité incendie, le tout conditionnellement à la réussite d'un examen médical pré-emploi.

**DOSSIERS DU SERVICE URBANISME, PERMIS ET INSPECTION**

**2016-09-808**

**VENTE DE TERRAIN – LOT 5 793 991 DU CADASTRE DU QUÉBEC – MADAME STÉPHANIE ROULEAU ET MONSIEUR JEAN-FRANÇOIS DESCHENES GAGNON**

**IL EST PROPOSÉ** par le conseiller Karol Francis, appuyé par la conseillère Cécilia Michaud et résolu à l'unanimité :

- d'autoriser la vente à madame Stéphanie Rouleau et monsieur Jean-François Deschenes Gagnon du lot 5 793 991 du cadastre du Québec, pour le prix de 67 062,62 \$, incluant un montant de 24 540 \$ à titre de paiement des infrastructures municipales, le tout selon les termes et conditions prévus à la promesse d'achat signée par madame Rouleau et monsieur Deschenes Gagnon, le 19 août 2016;
- d'autoriser le maire et la greffière à signer l'acte de vente à intervenir, pour et au nom de la Ville.

**2016-09-809**

Abrogée par  
la résolution  
2017-10-888

**VENTE DE TERRAIN – LOT 4 785 339 DU CADASTRE DU QUÉBEC – MADAME SOPHIE PARENT ET MONSIEUR MATHIEU LANGIS**

**IL EST PROPOSÉ** par le conseiller Serge Dionne, appuyé par le conseiller Karol Francis et résolu à l'unanimité :

- d'autoriser la vente à madame Sophie Parent et monsieur Mathieu Langis du lot 4 785 339 du cadastre du Québec, pour le prix de 59 220,07 \$, incluant un montant de 22 888,14 \$ à titre de paiement des infrastructures municipales, le tout selon les termes et conditions prévus à la promesse d'achat signée par madame Parent et monsieur Langis, le 17 août 2016;
- d'autoriser le maire et la greffière à signer l'acte de vente à intervenir, pour et au nom de la Ville.

**RÈGLEMENTS**

**ASSEMBLÉES PUBLIQUES DE CONSULTATION**

**ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION**

À la demande du maire, madame Anne Barrette, directrice du Service urbanisme, permis et inspection, tient une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement 2016-08-786 visant à modifier le Règlement de zonage 820-2014 afin de revoir le découpage des zones H-017 et C-018 de manière à retirer l'habitation sise

au 100, rue Sainte-Marie, de la zone à dominance commerciale C-018, pour l'inclure dans la zone à dominance habitation H-017. L'intégration de cette résidence à la zone H-017 permettra, notamment, la construction d'une habitation bifamiliale, suite à la démolition de l'immeuble actuel.

Après explication du projet de règlement à l'aide d'un diaporama, aucune question ou commentaire n'est adressé au conseil municipal.

**ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION**

À la demande du maire, madame Anne Barrette, directrice du Service urbanisme, permis et inspection, tient une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement 2016-08-787 visant à modifier le Règlement 782-2013 sur l'application et l'administration des règlements d'urbanisme afin de permettre la délivrance d'un permis de construction pour l'érection, l'agrandissement, la reconstruction ou la transformation d'un bâtiment secondaire sur les terrains adjacents à une rue privée.

Après explication du projet de règlement à l'aide d'un diaporama, aucune question ou commentaire n'est adressé au conseil municipal.

**ADOPTION DE SECOND PROJET DE RÈGLEMENT**

**2016-09-810**

**URBANISME ET ZONAGE – SECOND PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE 820-2014 AFIN DE MODIFIER LE DÉCOUPAGE DES ZONES H-017 ET C-018**

**IL EST PROPOSÉ** par la conseillère Jennifer Murray, appuyé par le conseiller Dave Dumas et résolu à l'unanimité d'adopter un second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage 820-2014 afin de modifier le découpage des zones H-017 et C-018, pour permettre l'agrandissement de la zone à dominance habitation H-017 pour y inclure l'immeuble sis au 100, rue Sainte-Marie, à savoir :

---

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE  
RÈGLEMENT DE ZONAGE 820-2014  
AFIN DE MODIFIER LE DÉCOUPAGE  
DES ZONES H-017 ET C-018**

---

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil municipal a adopté, le 3 mars 2014, le Règlement de zonage 820-2014;

**CONSIDÉRANT QUE** l'immeuble sis au 100, rue Sainte-Marie accueille actuellement une habitation unifamiliale sans la présence de commerce;

**CONSIDÉRANT QU'**une demande de modification du Règlement de zonage a été déposée pour retirer cet immeuble de la zone à dominance commerciale C-018, afin de l'inclure dans une zone à dominance habitation;



**CONSIDÉRANT QUE** les immeubles avoisinants dans les rues Sainte-Marie et Sainte-Thérèse accueillent des habitations et sont situées dans la zone à dominance habitation H-017;

**CONSIDÉRANT QU’il** y a lieu d’agrandir la zone à dominance habitation H-017 pour y inclure l’habitation unifamiliale de l’immeuble précité;

**CONSIDÉRANT QU’avis** de présentation ... du présent règlement a dûment été donné le ...

**LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

Modification du  
plan de zonage  
(zones H-017 et  
C-018)

**1.** Le plan de zonage, annexe B feuillet 4, faisant partie intégrante du Règlement de zonage 820-2014 par son article 6, est modifié de la façon suivante, le tout tel que montré au plan inclus à l’annexe I du présent règlement :

1° Retrait d’une partie de la zone C-018 et agrandissement de la zone H-017 sur la partie correspondante (partie rayée en bleu sur le plan à l’annexe I).

Modification de la  
grille des usages  
et normes de la  
zone H-017

**2.** La grille des usages et normes de la zone H-017, faisant partie intégrante du Règlement de zonage 820-2014 par son article 6, est modifiée de la façon suivante, le tout tel que montré à la grille des usages et normes incluse à l’annexe II du présent règlement :

1° Par le remplacement, pour toutes les colonnes, vis-à-vis la ligne « Avant min./max.(m) », de la marge avant minimale de « 4,5 » mètres par une marge avant minimale de « 3 » mètres;

2° Par le remplacement, à la troisième colonne (habitation bifamiliale isolée), vis-à-vis la ligne « Latérale 1 min. », de la marge latérale minimale de « 2 » mètres par une marge latérale minimale de « 1,5 » mètre;

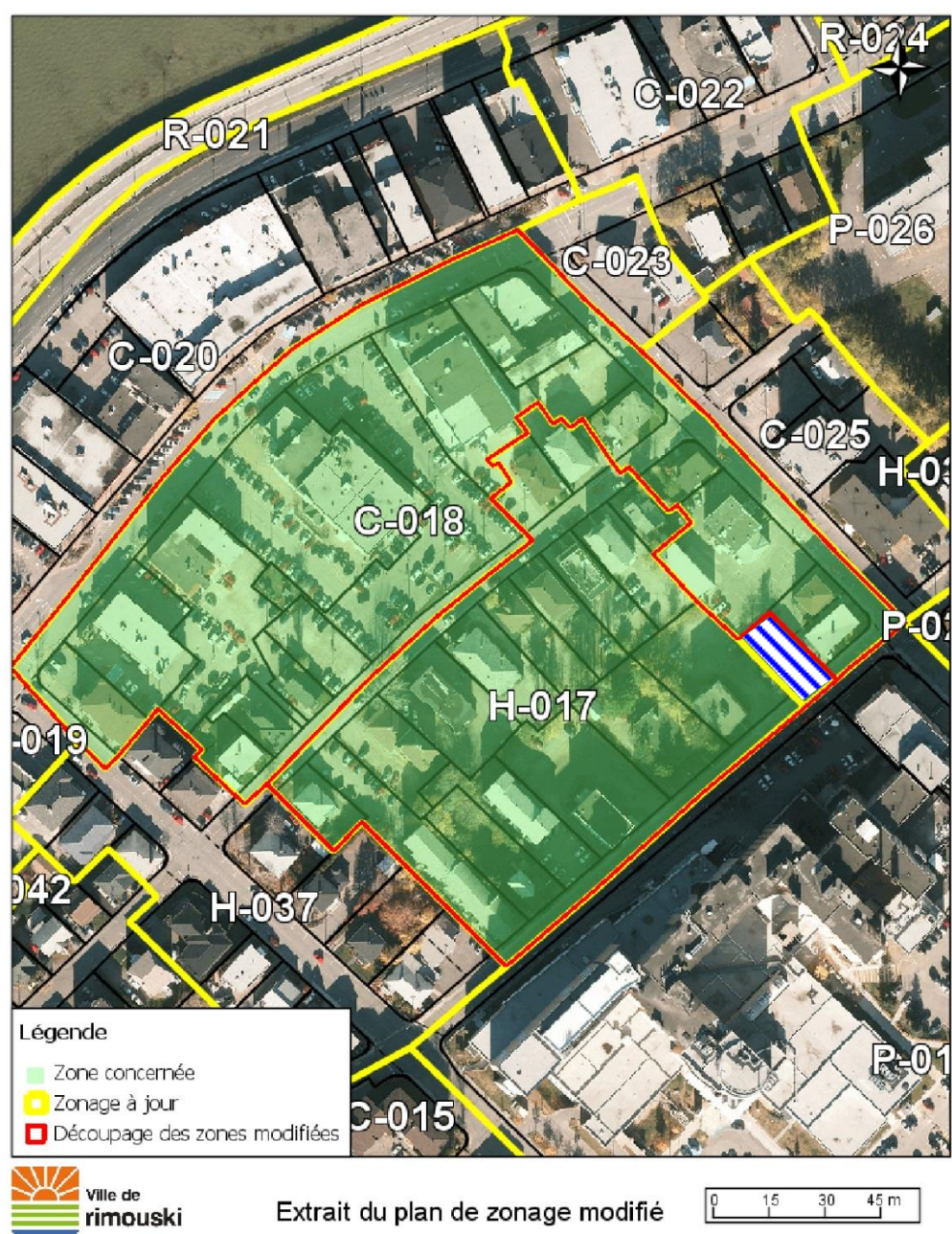
3° Par le remplacement, à la troisième colonne (habitation bifamiliale isolée), vis-à-vis la ligne « Latérale 2 min. », de la marge latérale minimale de « 4 » mètres par une marge latérale minimale de « 3 » mètres;

Entrée en vigueur

**2.** Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ANNEXE I  
(article 1)

Illustration de la modification au plan de zonage  
(annexe B feuillet 4)



## ANNEXE II

### (article 2)

### Illustration de la grille des usages et normes de la zone H-017

[illegible]



GRILLE DES USAGES ET NORMES

Zone H-017

BÂTIMENT PRINCIPAL	STRUCTURES											
	Isolée	■	■	■	■	■	■	■				
	Jumelée											
	Contiguë											
	MARGES											
	Avant min./max. (m)	3/6	3/6	3/6	3/6	3/6	3/6	3/6				
	Avant secondaire min./max. (m)											
	Latérale 1 min. (m)	1,5	1,5	1,5	2	3	4	4				
	Latérale 2 min. (m)	4	3	3	4	4	4	6				
	Arrière min. (m)	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5				
	DIMENSIONS ET SUPERFICIES											
	Largeur min. (m)	7	7	7	7	10	10	10				
	Profondeur min. (m)	6	6	7	7	7	7	7				
RAPPORTS	Superficie d'implantation min./max. (m2)	50/-	50/-	60/-	60/-	70/-	70/-	70/-				
	Superficie de plancher min./max. (m2)	~/1400										
	Hauteur en étage min./max.	2/3	2/3	2/3	2/3	2/3	2/3	2/3				
RAPPORTS	RAPPORTS											
	Logements/bâtiment min./max.	0/24	1/1	2/2	3/4	5/8	9/12	13/24				
	CES min./max.		-/0,5									
TERRAIN	COS min./max.											
	LOTISSEMENT											
	Largeur min. (m)	Z	12,5/15	15	18	35	Z	Z				
TERRAIN	Profondeur min. (m)	Z	25	27	27	40	40	40				
	Superficie min. (m2)	Z	500/550	600	1000	1400	Z	Z				
	NORMES SPÉCIFIQUES											
NORMES SPÉCIFIQUES	Aire de contrainte											
	PIA											
	PAE											
	Type d'affichage	A										
	Usage conditionnel											
	PPCMOI											
	Dispositions particulières	(2)(151)	(151)	(151)	(151)	(151)	(151)	(151)				
	Notes	(17)(108)	(108)	(108)	(108)	(108)	(108)	(108)				
NOTES										AMENDEMENTS		
(2) Les dispositions relatives à la mixité des usages des catégories commerce (C) et habitation (H) de l'article 107 du chapitre 5 s'appliquent.										No.Règl.	Date	
(17) La superficie maximale de plancher s'applique par établissement. Lorsque ces usages sont autorisés, les usages vente au détail de produits alimentaires, bureau administratif et commerce d'hébergement ne sont pas assujettis à la superficie de plancher maximale.												
(108) Le long de la rue Sainte-Thérèse, la marge avant minimale est fixée à 5,0 mètres.												
(151) Les dispositions relatives à la marge avant maximale de l'article 326 du chapitre 9 s'appliquent.												

AVIS DE PRÉSENTATION

54-09-2016

**AVIS DE PRÉSENTATION** est donné par le conseiller Jacques Lévesque qu’à une séance ultérieure de ce conseil, il sera proposé l’adoption d’un règlement modifiant le Règlement 966-2016 sur les nuisances, afin de corriger une omission à son article 3.

Une demande de dispense de lecture du règlement est faite en même temps que le dépôt de l’avis de présentation.

55-09-2016

**AVIS DE PRÉSENTATION** est donné par le conseiller Donald Bélanger qu’à une séance ultérieure de ce conseil, il sera proposé l’adoption d’un règlement modifiant le Règlement 52-2002 sur le stationnement et abrogeant certaines dispositions du Règlement 917-2015.

Une demande de dispense de lecture du règlement est faite en même temps que le dépôt de l’avis de présentation.

ADOPTION DE RÈGLEMENTS

969-2016

Les dispositions de l'article 356 de la Loi sur les cités et villes (c. C-19) ayant été respectées, il est proposé par la conseillère Jennifer Murray, appuyé par la conseillère Cécilia Michaud et résolu à l'unanimité d'adopter, avec dispense de lecture, le Règlement 969-2016 modifiant le Règlement 35-2002 concernant la paix et le bon ordre, aux fins d'y ajouter de nouvelles infractions et d'augmenter le montant des amendes, à savoir :

RÈGLEMENTMODIFIANTLE  
RÈGLEMENT 35-2002 CONCERNANT  
LA PAIX ET LE BON ORDRE

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil municipal a adopté le 3 septembre 2002 le règlement 35-2002 concernant la paix et le bon ordre;

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil municipal juge dans l'intérêt public d'ajouter de nouvelles infractions au règlement;

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil municipal souhaite maintenir le caractère dissuasif du règlement en augmentant le montant des amendes prévues;

**CONSIDÉRANT QU'**avis de présentation 48-08-2016 du présent règlement a dûment été donné le 15 août 2016;

**LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIIT :**

**1.** Le règlement 35-2002 est modifié par l'ajout de l'article 18.4 ci-après :

**18.4.** Il est interdit, de quelque manière que ce soit, d'insulter, d'injurier ou d'inciter quelqu'un à insulter ou à injurier un agent de la Sûreté du Québec, un préposé au stationnement ou un fonctionnaire municipal dans l'exercice de ses fonctions.

**2.** Le règlement 35-2002 est modifié par l'ajout de l'article 18.5 ci-après :

Injure à un agent  
de la Sûreté du  
Québec, à un  
préposé au  
stationnement ou  
à un fonctionnaire  
municipal

Entrave à un agent de la Sûreté du Québec, à un préposé au stationnement ou à un fonctionnaire municipal

**18.5.** Il est interdit d'entraver, de gêner ou de molester un agent de la Sûreté du Québec, un préposé au stationnement ou un fonctionnaire municipal dans l'exercice de ses fonctions notamment, en le trompant par réticence ou par de fausses déclarations, en refusant de lui fournir des renseignements ou des documents qu'il a le pouvoir d'exiger ou d'examiner, en cachant ou en détruisant un document ou un bien concerné par une inspection.

Infraction et amende

**3.** Le règlement 35-2002 est modifié par l'abrogation de l'article 20.1. Cet article est remplacé par l'article 20.1 ci-après :

**20.1.** Quiconque contrevient aux articles 2.1 à 18.3 commet une infraction et est passible, dans le cas d'une personne physique, d'une amende de cent vingt-cinq dollars (125 \$) et dans le cas d'une personne morale, de deux cent cinquante dollars (250 \$).

Quiconque contrevient à l'article 18.4 commet une infraction et est passible, dans le cas d'une personne physique, d'une amende de cent soixante-quinze dollars (175 \$) et dans le cas d'une personne morale, de trois cent cinquante dollars (350 \$).

Quiconque contrevient à l'article 18.5 commet une infraction et est passible, dans le cas d'une personne physique, d'une amende de deux cent cinquante dollars (250 \$) et dans le cas d'une personne morale, de cinq cents dollars (500 \$).

Si l'infraction est continue, cette continuité constitue, jour par jour, une infraction distincte et l'amende édictée pour cette infraction peut être infligée pour chaque jour que dure l'infraction.

Dans tous les cas, les frais s'ajoutent à l'amende.

Entrée en vigueur

**4.** Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

## 970-2016

Les dispositions de l'article 356 de la Loi sur les cités et villes (c. C-19) ayant été respectées, il est proposé par le conseiller Dave Dumas, appuyé par le conseiller Serge Dionne et résolu à l'unanimité d'adopter, avec dispense de lecture, le Règlement 970-2016 modifiant le Règlement 606-2011 et ses modifications sur la tarification des biens et services, en ce qui concerne certains tarifs applicables pour l'utilisation du lieu d'enfouissement technique et de l'écocentre, à savoir :

---

### RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 606-2011 ET SES MODIFICATIONS SUR LA TARIFICATION DES BIENS ET SERVICES

---

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Rimouski peut imposer un tarif sur les biens et services qu'elle fournit sur son territoire;

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil municipal a adopté, le 20 juin 2011, le règlement 606-2011 établissant de tels tarifs;

**CONSIDÉRANT QU'**il y a lieu d'apporter des modifications à la tarification de certains services;

**CONSIDÉRANT QU'**avis de présentation 49-08-2016 du présent règlement a dûment été donné le 15 août 2016;

**LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

**1.** Le tableau de l'article 1.4 « Déchargement de certaines catégories de matières résiduelles au lieu d'enfouissement technique » du règlement 606-2011 est remplacé par le suivant :

**1.4 DÉCHARGEMENT DE CERTAINES CATÉGORIES DE MATIÈRES RÉSIDUELLES AU LIEU D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE**

CATÉGORIES DE MATIÈRES <sup>1</sup>	TARIF (\$/T.M.) SELON LA PROVENANCE <sup>3, 4, 5</sup>	
	Territoire couvert par les municipalités participantes	Autre provenance
Animaux morts	300 \$	600 \$
Déchets du secteur ICI	100 \$	200 \$
Sols contaminés	100 \$	200 \$
Rebuts contenant de l'amiante	200 \$	400 \$
Toutes autres matières résiduelles <sup>2</sup> :		
• Tout véhicule	100 \$	200 \$
• Remorque domestique et/ou caisse de camionnette de 2,5 mètres et moins de longueur	Gratuit	Non applicable

**2.** La note 2 du bas du tableau de l'article 1.4 est modifiée en ajoutant « rebuts contenant de l'amiante » à l'énumération.

**3.** L'alinéa 1 de l'article 1.7 « Utilisation de l'écocentre » du règlement 606-2011 est modifié en remplaçant 50 \$/tonne par 60 \$ par tonne, comme tarif unitaire.

Entrée en vigueur

**4.** Le présent règlement entre vigueur conformément à la loi.

**971-2016**

Les dispositions de l'article 356 de la Loi sur les cités et villes (c. C-19) ayant été respectées, il est proposé par le conseiller Marc Parent, appuyé par le conseiller Jacques Lévesque et résolu à l'unanimité d'adopter, avec dispense de lecture, le Règlement 971-2016 modifiant le Règlement 818-2014 sur le code d'éthique et de déontologie des élus de la Ville de Rimouski, afin d'y inclure des dispositions interdisant certaines annonces lors d'activités de financement politique, à savoir :



---

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE  
RÈGLEMENT 818-2014 SUR LE CODE  
D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE  
DES ÉLUS DE LA VILLE DE  
RIMOUSKI**

---

**CONSIDÉRANT QUE** le 3 mars 2014, le conseil municipal de la Ville de Rimouski a adopté le règlement 818-2014 sur le code d'éthique et de déontologie des élus de la Ville de Rimouski, en conformité avec les dispositions de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale;

**CONSIDÉRANT QUE** cette Loi a été modifiée le 10 juin 2016, afin de prévoir que le code d'éthique et de déontologie des élus municipaux contienne des dispositions interdisant certaines annonces lors d'activités de financement politique;

**CONSIDÉRANT QUE** de telles dispositions doivent être introduites dans le code d'éthique et de déontologie des élus municipaux au plus tard le 30 septembre 2016;

**CONSIDÉRANT QU'**avis de présentation 50-08-2016 du présent règlement a dûment été donné le 15 août 2016;

**LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

**1.** Le règlement 818-2014 sur le code d'éthique et de déontologie des élus de la Ville de Rimouski est modifié par l'insertion, après l'article 5.7, du suivant :

Activité de  
financement  
politique

« **5.8** Il est interdit à tout membre du conseil de faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la municipalité, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente de la municipalité.

Tout membre du conseil qui emploie du personnel de cabinet doit veiller à ce que ces employés respectent l'interdiction prévue au paragraphe précédent. En cas de non-respect de cette interdiction par l'un de ceux-ci, le membre du conseil en est imputable aux fins de l'imposition des sanctions prévues à l'article 6. »

Entrée en vigueur

**2.** Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.



972-2016

Les dispositions de l'article 356 de la Loi sur les cités et villes (c. C-19) ayant été respectées, il est proposé par le conseiller Karol Francis, appuyé par le conseiller Pierre Chassé et résolu à l'unanimité d'adopter, avec dispense de lecture, le Règlement 972-2016 modifiant le Règlement 713-2012 sur le code d'éthique et de déontologie des employés de la Ville de Rimouski, afin d'y inclure des dispositions interdisant certaines annonces lors d'activités de financement politique, à savoir :

RÈGLEMENT MODIFIANT LE  
RÈGLEMENT 713-2012 SUR LE CODE  
D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE  
DES EMPLOYÉS DE LA VILLE DE  
RIMOUSKI

**CONSIDÉRANT QUE** le 6 août 2012, le conseil municipal de la Ville de Rimouski a adopté le règlement 713-2012 sur le code d'éthique et de déontologie des employés de la Ville de Rimouski, en conformité avec les dispositions de la Loi sur l'éthique à la déontologie en matière municipale;

**CONSIDÉRANT QUE** cette Loi a été modifiée le 10 juin 2016, afin de prévoir que le code d'éthique et de déontologie des employés municipaux contienne des dispositions interdisant certaines annonces lors d'activités de financement politique;

**CONSIDÉRANT QUE** de telles dispositions doivent être introduites dans le code d'éthique et de déontologie des employés municipaux au plus tard le 30 septembre 2016;

**CONSIDÉRANT QU'**avis de présentation 51-08-2016 du présent règlement a dûment été donné le 15 août 2016;

**LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

**1.** Le règlement 713-2012 sur le code d'éthique et de déontologie des employés de la Ville de Rimouski est modifié par l'insertion, après l'article 5.6, du suivant :

Activité de  
financement  
politique

« **5.7** Il est interdit à tout employé de faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la municipalité, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente de la municipalité.

Entrée en vigueur

**2.** Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

**973-2016**

Les dispositions de l'article 356 de la Loi sur les cités et villes (c. C-19) ayant été respectées, il est proposé par le conseiller Serge Dionne, appuyé par le conseiller Donald Bélanger et résolu à l'unanimité d'adopter, avec dispense de lecture, le Règlement 973-2016 modifiant le Règlement de zonage 820-2014 afin de permettre un pôle de commerce local dans le district Sacré-Cœur, à savoir :

---

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE  
RÈGLEMENT DE ZONAGE 820-2014  
AFIN DE PERMETTRE UN PÔLE DE  
COMMERCE LOCAL DANS LE  
DISTRICT SACRÉ-COEUR**

---

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil municipal a adopté, le 3 mars 2014, le Règlement de zonage 820-2014;

**CONSIDÉRANT QUE** le Plan d'urbanisme prévoit de favoriser la création d'un pôle commercial local;

**CONSIDÉRANT QU'**une demande de modification de zonage a été déposée afin de permettre la construction d'une clinique ophtalmologique sur le lot 3 937 665 du cadastre du Québec;

**CONSIDÉRANT QUE** de l'avis du conseil, il y a lieu de modifier le Règlement de zonage en modifiant la zone H-1246 pour former la nouvelle zone C-1246, pour l'agrandir et y autoriser les usages commerce local (C1) et spécifiquement les services professionnels reliés à la santé et personnels;

**CONSIDÉRANT QU'**avis de présentation 41-06-2016 du présent règlement a dûment été donné le 20 juin 2016;

**LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

**1.** L'article 52 du chapitre 4 du Règlement de zonage 820-2014 est modifié de la manière suivante :

Modification de  
l'article 52

1° en indiquant après la sous-catégorie 2° « Service professionnel » de la classe d'usages « Services professionnels et personnels (C2) », une nouvelle sous-catégorie « 2.1° Service professionnel relié à la santé »;

2° en retirant de la sous-catégorie « Service professionnel », les usages « bureau de physiothérapeutes, d'ergothérapeutes, d'ostéopathie, de chiropratique et de massothérapie » ainsi que « clinique médicale et dentaire » et en les incluant dans la sous-catégorie « 2.1° Service professionnel relié à la santé ».

Modification de la grille des usages et normes de la zone H-1246

**2.** L'annexe A, faisant partie intégrante du Règlement de zonage 820-2014 par son article 6, est modifié à la grille H-1246 de la façon suivante, le tout tel que montré à la grille des usages et normes incluse à l'annexe I du présent règlement :

1° En retirant la dominance habitation (H) et la remplaçant par la dominance commerciale (C);

2° Par l'ajout, à la deuxième colonne, de l'usage commerce local (C1) et spécifiquement les usages « bureau de physiothérapeutes, d'ergothérapeutes, d'ostéopathie, de chiropratique et de massothérapie » ainsi que « clinique médicale et dentaire » incluant toutes les normes relatives au bâtiment principal, aux rapports et au terrain;

3° Par l'ajout, à la deuxième colonne, de la note (294) vis-à-vis « usages spécifiquement autorisés »;

4° Par l'ajout, à la deuxième colonne, de la note (17) vis-à-vis « Notes ».

5° Par l'ajout, dans la section « Notes » de la note (294) contenant le texte suivant : « Services personnels et services professionnels reliés à la santé ».

Modification du plan de zonage

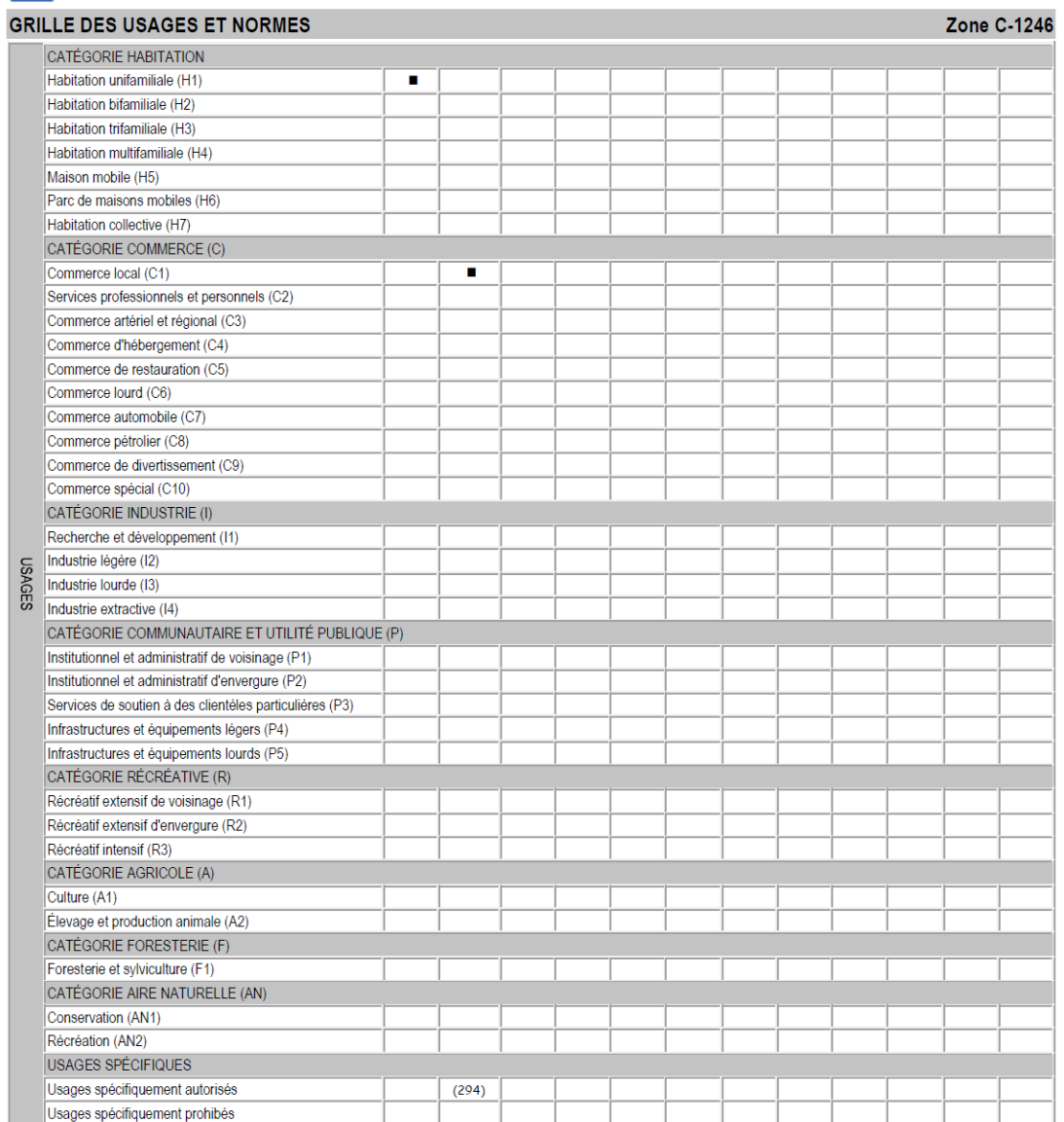
**3.** Le plan de zonage, annexe B feuillet 6, faisant partie intégrante du Règlement de zonage 820-2014 par son article 6, est modifié de la façon suivante, le tout tel que montré au plan inclus à l'annexe II du présent règlement :

1° Retirer les lots 3 937 665, 2 897 461, 2 897 461, 2 897 487, 2 897 493, 2 897 463 et 2 897 550 et une portion d'environ 880,47 mètres carrés du lot 2 897 558 du cadastre du Québec des zones H-1235, H-1236 et H-1239 et les inclure à la zone C-1246.

Entrée en vigueur

**4.** Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

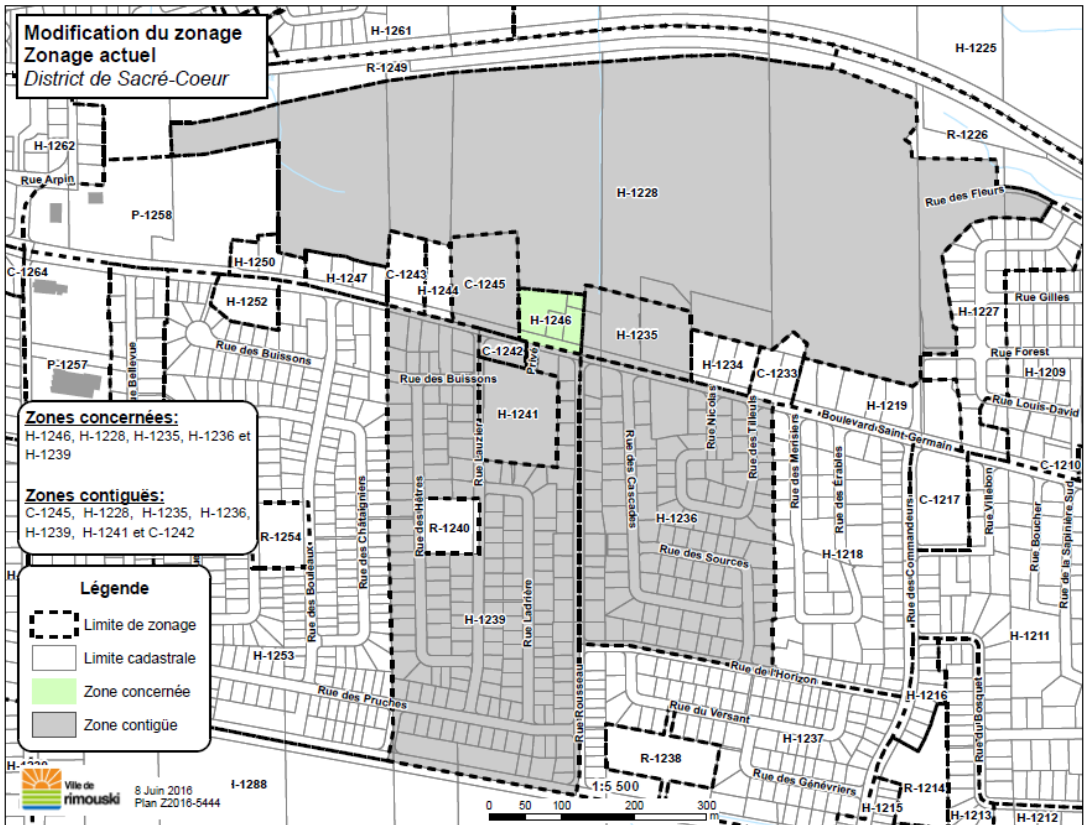
### Grille des usages et normes de la zone C-1246



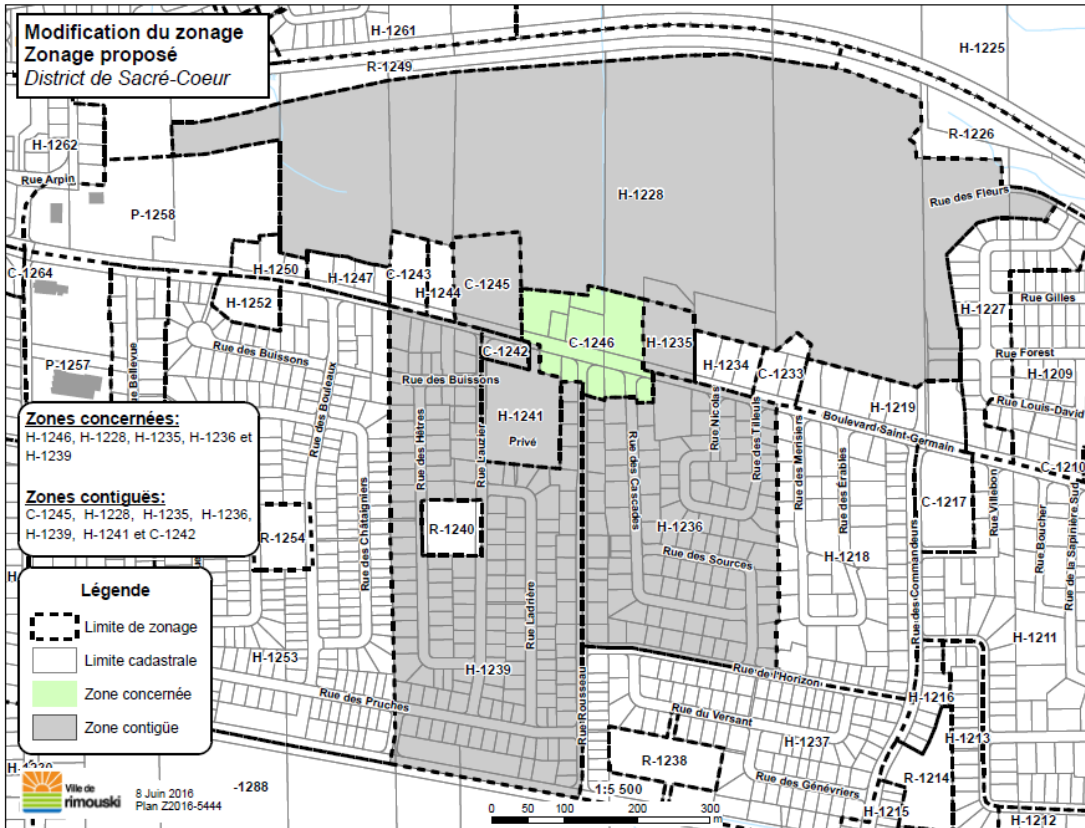
[illegible]

ANNEXE II  
(article 3)

Plan modification du zonage – zonage actuel



Plan modification du zonage – zonage proposé



Les dispositions de l'article 356 de la Loi sur les cités et villes (c. C-19) ayant été respectées, il est proposé par le conseiller Marc Parent, appuyé par le conseiller Karol Francis et résolu à l'unanimité d'adopter, avec dispense de lecture, le Règlement 974-2016 modifiant le Règlement de zonage 820-2014 afin de permettre, dans la zone H-5000, la classe d'usages commerce local (C1), plus d'une résidence de tourisme et, sur certains lots, la mixité d'usages résidentiels et commerciaux et plus d'un bâtiment principal, à savoir :

---

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE  
RÈGLEMENT DE ZONAGE 820-2014  
AFIN DE PERMETTRE, DANS LA  
ZONE H-5000, LA CLASSE D'USAGES  
COMMERCE LOCAL (C1), PLUS  
D'UNE RÉSIDENCE DE TOURISME ET,  
SUR CERTAINS LOTS, LA MIXITÉ  
D'USAGES RÉSIDENTIELS ET  
COMMERCIAUX ET PLUS D'UN  
BÂTIMENT PRINCIPAL**

---

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil municipal a adopté, le 3 mars 2014, le Règlement de zonage 820-2014;

**CONSIDÉRANT QU'**en 2013, la Commission de protection du territoire agricole du Québec a autorisé l'exclusion de la zone agricole permanente des lots 3 662 600 et 3 985 851 du cadastre du Québec puisque ceux-ci ont, depuis le début des années 1970, toujours accueilli des usages commerciaux;

**CONSIDÉRANT QUE** la demande d'exclusion adressée à la Commission se basait sur le fait de favoriser l'émergence de commerce d'orientation touristique, étant donné la localisation stratégique du terrain entre le Parc national du Bic et le noyau villageois du Bic. La Commission a basé son autorisation sur cette information;

**CONSIDÉRANT QUE** lors de la refonte des règlements d'urbanisme, le Plan d'urbanisme a été modifié afin de refléter la décision de la Commission et la modification du schéma d'aménagement et de développement révisé de la Municipalité régionale de comté de Rimouski-Neigette mais que la classe d'usages commerce local C1 n'a pas été inscrite comme usage autorisé à la grille des usages et normes de la zone H-5000;

**CONSIDÉRANT QU'**une demande de modification du Règlement de zonage a été déposée pour autoriser, dans la zone H-5000, les usages commerciaux d'orientation touristique;

**CONSIDÉRANT QUE** deux bâtiments principaux sont construits sur le même terrain et ont toujours eu une vocation commerciale;

**CONSIDÉRANT QU'**un logement est aménagé dans l'un des bâtiments depuis de nombreuses années alors que la réglementation ne permet pas actuellement la mixité des usages résidentiels et commerciaux dans la zone H-5000;

**CONSIDÉRANT QUE** le nombre de résidences de tourisme ne devrait pas être limité à une seule dans la zone H-5000;

**CONSIDÉRANT QUE**, de l'avis du conseil, il y a lieu d'apporter des modifications à la grille des usages et normes de la zone H-5000 afin de permettre de nouveaux usages commerciaux et ajuster le contenu au Plan d'urbanisme et au schéma d'aménagement et de développement révisé;

**CONSIDÉRANT QU'**avis de présentation 43-06-2016 du présent règlement a dûment été donné le 20 juin 2016;

**LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

Modification de la grille des usages et normes de la zone H-5000

**1.** L'annexe A, faisant partie intégrante du Règlement de zonage 820-2014 par son article 6, est modifié à la grille H-5000 de la façon suivante, le tout tel que montré à la grille des usages et normes incluse à l'annexe I du présent règlement :

1° Par l'ajout, à la troisième colonne, de l'usage commerce local (C1) incluant toutes les normes relatives au bâtiment principal, aux rapports et au terrain;

2° Par le retrait, à la deuxième colonne, des notes (17) et (236);

3° Par l'ajout, à la troisième colonne, vis-à-vis « Dispositions particulières » : (20) et (292);

4° Par l'ajout, à la troisième colonne, vis-à-vis « Notes » : (57) et (291);

5° Par l'ajout dans la section « Notes », de la note (291) contenant le texte suivant : « Sur les lots 3 662 600 et 3 985 851 du cadastre du Québec, plus d'un bâtiment principal est autorisé sur un même terrain. »;

6° Par l'ajout dans la section « Notes » de la note (292) contenant le texte suivant : « Les dispositions relatives à la mixité des usages des catégories commerce (C) et habitation (H) de l'article 107 du chapitre 5 s'appliquent sur les lots 3 662 600 et 3 985 851 du cadastre du Québec. »;

7° Par l'ajout dans la section « Notes » de la note (293) contenant le texte suivant : « L'usage résidence de tourisme peut comporter plus d'un bâtiment principal sur un même terrain. ».

Entrée en vigueur

**2.** Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.



## ANNEXE I

### (article 1)

## Grille des usages et normes de la zone H-5000

[illegible]



GRILLE DES USAGES ET NORMES

Zone H-5000

BÂTIMENT PRINCIPAL	STRUCTURES												
	Isolée	■	■	■									
	Jumelée												
	Contiguë												
	MARGES												
	Avant min./max. (m)	9/-	9/-	9/-									
	Avant secondaire min./max. (m)												
	Latérale 1 min. (m)	3	2	2									
	Latérale 2 min. (m)	3	4	4									
	Arrière min. (m)	7,5	8,5	8,5									
	DIMENSIONS ET SUPERFICIES												
	Largeur min. (m)	7	7	7									
	Profondeur min. (m)	6	7	7									
	Superficie d'implantation min./max. (m2)	50/-	50/-	50/-									
RAPPORTS	Superficie de plancher min./max. (m2)		-/700	-/700									
	Hauteur en étage min./max.	1/2	1/2	1/2									
	Hauteur en mètre min./max.												
RAPPORTS	RAPPORTS												
	Logements/bâtiment min./max.	1/1		0/1									
	CES min./max.	-/0,3											
TERRAIN	COS min./max.												
	LOTISSEMENT												
	Largeur min. (m)												
NORMES SPÉCIFIQUES	Profondeur min. (m)												
	Superficie min. (m2)												
	NORMES SPÉCIFIQUES												
	Aire de contrainte	(8)	(8)	(8)									
	PIIA												
	PAE												
	Type d'affichage		E	E									
	Usage conditionnel												
	PPCMOI												
	Dispositions particulières	(20) (234)	(20)	(20) (292)									
NOTES	Notes	(238)	(17)(291) (293)	(57) (291)									
	NOTES												
	(8) Les dispositions des articles 637 à 646 du chapitre 14 relatives à la frange côtière s'appliquent à la zone concernée.												
	(17) La superficie maximale de plancher s'applique par établissement. Lorsque ces usages sont autorisés, les usages vente au détail de produits alimentaires, bureau administratif et commerce d'hébergement ne sont pas assujettis à la superficie de plancher maximale.												
AMENDEMENTS	(20) Les dispositions relatives à l'implantation des bâtiments le long de certains corridors routiers de l'article 333 du chapitre 9 et celles relatives aux rampes et allées d'accès de l'article 390 du chapitre 10 s'appliquent.												
	(57) La superficie maximale de plancher s'applique par établissement.												
	(234) Les dispositions relatives aux bruits routiers des articles 663 et suivants du chapitre 14 s'appliquent.												
	(238) L'usage gîte touristique est spécifiquement autorisé à titre d'usage complémentaire à l'usage principal habitation unifamiliale (H1) seulement sur les terrains adjacents à la route 132, conformément aux dispositions de l'article 181.												
	(258) Résidence de tourisme.												
	(291) Sur les lots 3 662 600 et 3 985 851 du cadastre du Québec, plus d'un bâtiment principal est autorisé sur un même terrain.												
	(292) Les dispositions relatives à la mixité des usages des catégories commerce (C) et habitation (H) de l'article 107 du chapitre 5 s'appliquent sur les lots 3 662 600 et 3 985 851 du cadastre du Québec.												
	(293) L'usage résidence de tourisme peut comporter plus d'un bâtiment principal sur un même terrain.												

975-2016

Les dispositions de l'article 356 de la Loi sur les cités et villes (c. C-19) ayant été respectées, il est proposé par le conseiller Serge Dionne, appuyé par le conseiller Rodrigue Joncas et résolu à l'unanimité d'adopter, avec dispense de lecture, le Règlement 975-2016 modifiant le Règlement 782-2013 sur l'application et l'administration des règlements d'urbanisme afin d'autoriser les permis de construction pour tous les bâtiments secondaires adjacents à une rue privée, à savoir :

---

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE  
RÈGLEMENT 782-2013 SUR  
L'APPLICATION ET L'ADMINIS-  
TRATION DES RÈGLEMENTS  
D'URBANISME AFIN D'AUTORISER  
LES PERMIS DE CONSTRUCTION  
POUR TOUS LES BÂTIMENTS  
SECONDAIRES ADJACENTS À UNE  
RUE PRIVÉE**

---

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil municipal a adopté, le 17 juin 2013, le Règlement sur l'application et l'administration des règlements d'urbanisme 782-2013;

**CONSIDÉRANT QUE** ce Règlement fixe les conditions de délivrance d'un permis de construction et qu'il prévoit qu'un permis de construction, pour l'érection, l'agrandissement, la reconstruction ou la transformation d'un bâtiment secondaire, peut être délivré seulement sur une propriété adjacente à une rue publique;

**CONSIDÉRANT QU'**un permis de construction ne peut donc pas être délivré pour un bâtiment secondaire sur une propriété adjacente à une rue ou un accès privé;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville a mis sur pied un comité de travail afin d'analyser la situation des terrains qui ne sont pas adjacents à une rue publique;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville a adopté, le 16 mars 2015, la résolution 2015-03-233 demandant à la MRC de Rimouski-Neigette d'apporter des modifications au schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR);

**CONSIDÉRANT QUE** cette demande visait notamment à permettre à la Ville d'apporter des assouplissements aux conditions pour la délivrance d'un permis de construction relatif à un bâtiment secondaire;

**CONSIDÉRANT QUE** la MRC de Rimouski-Neigette a adopté, le 10 février 2016, le Règlement 2-16 qui inclut la modification demandée par la Ville;

**CONSIDÉRANT QUE** le Règlement 2-16 est entré en vigueur le 21 avril 2016 et qu'il y a maintenant lieu de modifier le Règlement sur l'application et l'administration des règlements d'urbanisme 782-2013 afin d'autoriser l'érection, l'agrandissement, la reconstruction ou la transformation d'un bâtiment secondaire sur les terrains adjacents à une rue privée ou sur les terrains enclavés déjà construits;

**CONSIDÉRANT QU'**avis de présentation 53-08-2016 du présent règlement a dûment été donné le 15 août 2016;

**LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIV**

Modification de  
l'article 37  
Tableau 37.B  
2<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> lignes

**1.** Les lignes du tableau 37.B correspondant au permis de construction pour l'érection, l'agrandissement, la reconstruction ou la transformation d'un bâtiment secondaire (2<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> lignes) sont modifiées en remplaçant, vis-à-vis la colonne « Condition 4 (rue publique) ou Condition 5 (rue publique ou privée) », les termes « Condition 4 Obligatoire » par le terme « Facultative ».

Entrée en vigueur

**2.** Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

**AFFAIRES NOUVELLES**

**2016-09-811**

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME – APPROBATION DES RECOMMANDATIONS – RÉUNION DU 30 AOÛT 2016**

**IL EST PROPOSÉ** par le conseiller Jacques Lévesque, appuyé par la conseillère Cécilia Michaud et résolu à l'unanimité d'approuver, à l'exception des demandes de dérogations mineures, les recommandations contenues au procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme, tenue le 30 août 2016.

**2016-09-812**

**APPUI – PROJET D'AMÉLIORATION DE LA GESTION DES ENCOMBRANTS SUR LE TERRITOIRE DE LA MRC DE RIMOUSKI-NEIGETTE – PHASE 2**

**IL EST PROPOSÉ** par la conseillère Claire Dubé, appuyé par le conseiller Dave Dumas et résolu à l'unanimité d'appuyer le projet « Amélioration de la gestion des encombrants sur le territoire de la MRC de Rimouski-Neigette – Phase 2 » présenté par Élyme conseils, de même que sa demande de financement de 11 130 \$ adressée au Pacte rural, aux fins d'étudier la faisabilité de l'implantation d'une ressource desservant la MRC de Rimouski-Neigette.

**2016-09-813**

**NOMINATION – POSTE DE LIEUTENANT À LA FORMATION – SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE – MONSIEUR ALEXANDRE FORTIN**

**IL EST PROPOSÉ** par le conseiller Karol Francis, appuyé par le conseiller Serge Dionne et résolu à l'unanimité d'autoriser l'embauche de monsieur Alexandre Fortin

au poste de lieutenant à la formation au Service de sécurité incendie, selon les conditions apparaissant à l'annexe préparée par le Service des ressources humaines en date du 30 août 2016, l'embauche de monsieur Fortin étant effective à une date à être déterminée par le directeur du Service de sécurité incendie, le tout conditionnellement à la réussite d'un examen médical préemploi.

**2016-09-814**

**PROTOCOLE D'ENTENTE – VILLE DE RIMOUSKI ET LE MARATHON DE RIMOUSKI FILLION SPORTS – TENUE DE LA 15<sup>E</sup> ÉDITION**

**IL EST PROPOSÉ** par la conseillère Jennifer Murray, appuyé par le conseiller Pierre Chassé et résolu à l'unanimité :

- d'accepter les termes du protocole d'entente à intervenir entre la Ville de Rimouski et le Marathon de Rimouski Fillion Sports, afin d'établir les modalités d'une collaboration pour la tenue de la 15<sup>e</sup> édition du Marathon de Rimouski, le 2 octobre 2016;
- d'octroyer une subvention d'un montant de 15 000 \$ au Marathon de Rimouski Fillion Sports;
- d'autoriser le maire et la greffière à signer ce protocole d'entente, pour et au nom de la Ville.

**2016-09-815**

**DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE – PROGRAMME FONDS POUR L'EAU POTABLE ET LE TRAITEMENT DES EAUX USÉES – VOLET 1**

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Rimouski a pris connaissance du Guide sur le programme Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU);

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Rimouski doit respecter les modalités de ce guide s'appliquant à elle pour obtenir une aide financière au programme FEPTEU et pour recevoir le versement de cette aide financière dans le cadre de travaux de renouvellement des conduites d'aqueduc et d'égouts des secteurs Saint-Pierre et Saint-Joseph Est;

**POUR CES MOTIFS**, il est proposé par la conseillère Jennifer Murray, appuyé par le conseiller Pierre Chassé, et résolu à l'unanimité que la Ville de Rimouski :

- s'engage à respecter les modalités du guide qui s'appliquent à elle;
- s'engage à être la seule responsable et à dégager le Canada et le Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, exigences, pertes, dommages et coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme FEPTEU;
- s'engage à réaliser les travaux selon les modalités du programme;
- s'engage à payer sa part des coûts admissibles et d'exploitation continue du projet;
- s'engage à assumer tous les coûts non admissibles au programme FEPTEU associés à son projet, y compris tout dépassement de coûts et directives de changement;

et que le conseil municipal autorise le dépôt de la demande d'aide financière au volet 1 du programme FEPTEU pour la réalisation de travaux de renouvellement des conduites d'aqueduc et d'égouts des secteurs Saint-Pierre et Saint-Joseph Est.

**2016-09-816**

**DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE – PROGRAMME FONDS POUR L'EAU POTABLE ET LE TRAITEMENT DES EAUX USÉES – VOLET 2**

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Rimouski a pris connaissance du Guide sur le programme Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU), **volet 2**;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Rimouski doit respecter les modalités de ce guide s'appliquant à elle pour obtenir une aide financière au programme FEPTEU et pour recevoir le versement de cette aide financière;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Rimouski désire retirer des travaux du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) afin de les présenter au programme FEPTEU;

**POUR CES MOTIFS**, il est proposé par le conseiller Pierre Chassé, appuyé par le conseiller Rodrigue Joncas et résolu à l'unanimité que la Ville de Rimouski :

- s'engage à respecter les modalités du guide qui s'appliquent à elle;
- s'engage à être la seule responsable et à dégager le Canada et le Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, exigences, pertes, dommages et coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme FEPTEU;
- s'engage à réaliser les travaux selon les modalités du programme;
- s'engage à payer sa part des coûts admissibles et d'exploitation continue du projet;
- s'engage à assumer tous les coûts non admissibles au programme FEPTEU associés à son projet, y compris tout dépassement de coûts et directives de changement;
- que le conseil municipal autorise le dépôt de la demande d'aide financière au volet 2 du programme FEPTEU;
- approuve le contenu, l'autorise et s'engage à transmettre au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire une programmation de travaux révisée pour le programme de la TECQ suite à l'acceptation de la présente demande d'aide financière au programme FEPTEU.

**PÉRIODE DE QUESTIONS**

Monsieur le maire, assisté de monsieur Claude Périnet, directeur général, répond aux questions qui lui sont adressées par des citoyens présents.

**LEVÉE DE LA SÉANCE**

Après avoir traité tous les sujets à l'ordre du jour, monsieur le maire lève la séance à 21 h 40.

---

Maire

---

Assistante greffière de la Ville